

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY
ud-ds.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-durable.gouv.fr

Chambery, le

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAFRAM France
341, rue de l'industrie
74800 Etaux

Références : 20250414-RAP-RA-14
Code AIOT : 0010800495

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement SAFRAM France implanté 341, rue de l'industrie ZAE du Pays Rochois 74800 Etaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAFRAM France
- 341, rue de l'industrie ZAE du Pays Rochois 74800 Etaux
- Code AIOT : 0010800495 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

La société SAFRAM est une société de transport, d'entreposage, de prestations logistiques et d'opérations douanières et fiscales pour le compte de ses clients. Le siège est basé à Genas (69) et la société SAFRAM emploie environ 30 personnes sur son site de La Roche sur Foron / Eteaux.

Le site de La Roche sur Foron / Eteaux, situé au 341 rue de l'industrie, ZAE du Pays Rochois à Eteaux (74), classé SEVESO, est constitué de 6 cellules de stockages. Les produits entreposés sont les suivants :

- marchandises et biens de consommation (cellules 1, 2, 4 et 5),
- produits solides ou liquides dangereux pour l'environnement (toxiques, voire très toxiques pour les organismes aquatiques), tels que des arômes concentrés, encres et vernis, matières premières, produits liquides possédant des classes d'inflammabilité de peu inflammable à facilement inflammable, produits toxiques (cellules 3, 4 et 6).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
5	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 Mois
6	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	6 Mois
9	Matériel de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 26/05/2014, article R. 515-100	
3	Mise à jour du PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23	
4	Réalisation d'exercice PDI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13	
7	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	
8	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'un POI et d'un PDI dans lesquels figurent les informations concernant les prélèvements à effectuer en cas d'accident et la localisation de ceux-ci selon les configurations de vent et les matrices.

Le site dispose depuis 2023, d'un contrat de prestation pour ses prélèvements environnementaux avec la société APAVE, qui gère le matériel et les moyens humains et garantit une intervention sous 4h maximum.

La cinétique des incendies du site a été définie dans l'étude de dangers entre 1h et 4h. Ainsi, une réduction des délais


d'intervention doit être envisagée par l'exploitant pour coller au mieux aux phénomènes dangereux redoutés.

Le site a identifié les produits de décomposition dans son étude de dangers et ses compléments de 2024 dans le cadre du dernier réexamen. Il existe un écart entre ces produits et ceux prévus dans le PDI et le contrat d'intervention de la société prestataire. De plus, les modifications récentes de l'organisation des stockages interrogent sur la validité des hypothèses prises dans l'étude de dangers pour définir les substances à rechercher. L'exploitant doit donc justifier la validité des hypothèses prises et le cas échéant, mettre à jour le PDI et le contrat APAVE. Ces documents seront a minima mis à jour des oublis mentionnés dans les constats.


Enfin, à la suite des travaux et aménagements de son installation, l'exploitant n'a pas respecté son programme de vérification des RIA pour l'année 2024. Il doit fournir les rapports des interventions prévues fin mai 2025.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : Le Plan d'Opération Interne (POI) du site date du 03/03/2025, la précédente version datait de décembre 2022.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/05/2014, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : L'exploitant a transmis les comptes-rendus des précédents exercices. Depuis 2022, un exercice POI a été mis en œuvre sur le site chaque année. Les exercices ont portés tant sur le gréement de la cellule de crise que sur la mise en œuvre de moyens locaux ou externes. Un exercice hors heures ouvrées a également été mené.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 3 : Mise à jour du PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 23
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : 23. Plan de défense incendie Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs. [...] Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour. [...] Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : Le Plan de Défense Incendie (PDI) du site date du 10/03/2025, le précédent datait de mai 2024. Il est mentionné que le PDI s'intègre dans le POI du site. Il est mentionné dans le POI que celui-ci est indissociable du PDI documenté par ailleurs.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Réalisation d'exercice PDI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 13
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. »
Constats : L'exercice PPI du 27 septembre 2022 portait sur un accident de transpalette dans la cellule n°3 (produit toxique et inflammable). Le prochain exercice PDI doit être programmé sur 2025. Observation : Compte tenu de la mise en œuvre du contrat de prélèvements environnementaux avec la société APAVE en 2023, le prochain exercice prévu pour 2025 mais pas encore organisé à ce jour, devra prévoir la mise en œuvre de l'intervention du prestataire.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI prévoit via l'astreinte APAVE, les plans de prélèvement sur la matrice air (localisation des points de prélèvements cas vents dominants et autres), et eau (localisation des points de prélèvements). Les prélèvements sol sont possible sur devis supplémentaire.</p> <p>Les substances recherchées sont mentionnées dans le PDI chapitre 10. La justification des produits est faite dans l'EDD 2024 et les compléments associés (septembre et novembre 2024).</p> <p>L'inspection a noté que l'amiante était exclue sans justification. L'exploitant a expliqué en séance que le bâtiment a été construit en 2007/2008 date à laquelle l'utilisation d'amiante était interdite.</p> <p>D'après le complément EDD de septembre 2024, et les guides Chimie et AFIOLOG qui ont été utilisés, certains produits devraient être retenus car de niveau "moyen" mais ne figurent pas sur le contrat APAVE et le PDI. Il s'agit des produits suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Pour l'air : HCN, HBr, PCDD/PBDD/PCB/Poussières/HF/COV/HAP• pour l'eau : HC totaux, métaux• pour le sol : BTEX, PCDF, PCDD, PCB, métaux <p>L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur de mise à jour du PDI et du contrat APAVE suites aux compléments EDD de fin 2024.</p> <p>L'exploitant a indiqué que sur la fin de l'année 2024 et le début de l'année 2025, l'organisation des stockages au sein des différentes cellules a été modifiée. La détermination des produits de décomposition (détaillée dans l'étude de dangers) a été faite à partir d'hypothèses concernant le type et les quantités de produits stockés au sein de chaque cellule. L'état des stocks a été demandé en séance.</p> <p>L'EDD prend comme hypothèse que "<i>pour les cellules 1 et 2, au regard du nombre d'emplacements présents et tonnages associés, les quantités des différents produits seront toutes comprises entre 10 et 100 tonnes.</i>" Cependant l'état des stocks indique 120 t et 158 t de produit 1510 combustible solide, stockées respectivement en cellule 1 et 2 (encours comptabilisé).</p> <p>Il est considéré dans les cellules 3, 4 et 6 des produits inflammables à hauteur de 550 t, l'état des stocks fait mention de 157t au total (encours comptabilisé). Des comburants (4421) à hauteur de 1.4 tonnes, ou encore des produits 4330 et il n'y en a pas dans l'état des stocks.</p> <p>Ces exemples et le contexte de modification des stockages, pose la question de la validité du raisonnement de la définition des produits de décomposition faite dans l'étude de dangers de 2024.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie la validité des hypothèses prises en compte dans la définition des produits de décomposition compte-tenu des modifications récentes survenues sur les stockages.

Le cas échéant, et a minima pour intégrer l'ensemble des produits identifiés dans l'étude de dangers 2024, ses compléments et les guides adaptés, il met à jour son PDI et son contrat de prélèvements environnementaux.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois


N° 6 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrat passé avec l'APAVE garantit l'intervention d'une astreinte 24h/24 et 365 jours par an, sous 4h suivant la confirmation de la demande d'intervention. Cette confirmation de demande est un email envoyé immédiatement après l'appel par le DOI.</p> <p>Le matériel de prélèvements est stocké par l'APAVE dans un emplacement sécurisé accessible par le technicien d'astreinte. Leur maintenance et entretien est sous la responsabilité de l'APAVE. Ce matériel est commun avec toutes les entreprises utilisant l'astreinte APAVE.</p> <p>L'exploitant n'a pas souhaité disposer de matériel sur site compte tenu des contraintes matérielles, humaines et coûts associées à l'entretien et à la manipulation de tels matériels. L'inspection n'a donc pas pu contrôler si le matériel prévu dans le PDI est bien disponible et entretenu.</p> <p>L'inspection note que la plupart des incendies identifiés dans l'EDD dure moins de 4h (entre 1h pour une cellule seule à 4h pour une propagation de la cellule 3 vers la cellule 2). Le délai d'intervention de l'APAVE apparaît donc inadapté à la cinétique des incendies susceptibles de se produire sur le site.</p> <p>L'exploitant explique le délai de 4h par le fait que les astreintes viennent du Rhône ou de l'Isère ce qui implique un temps de trajet incompressible. L'exploitant indique qu'une discussion avait été entamée avant 2023 avec les pompiers pour que ceux-ci fassent les premières mesures. Cette discussion avait mené à un refus d'engagement de la part des services de secours, mais l'exploitant indique que les pompiers pourraient faire certaines mesures dès le début du sinistre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie le délai de 4h retenu pour son contrat avec l'APAVE. Il étudie la possibilité d'obtenir un délai inférieur, le cas échéant avec un autre prestataire.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 Mois


N° 7 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrat avec l'APAVE prévoit la mise à disposition d'un cadre d'astreinte (consultant "risques industriels") pour assurer la coordination de l'intervention et un à deux intervenants pour les prélèvements et mesures sur place.</p> <p>Un listing des techniciens susceptibles d'intervention est disponible sur demande auprès de l'APAVE</p> <p>L'APAVE a part ailleurs souscrit des contrats avec des laboratoires d'analyses accrédités.</p> <p>Une revue annuelle est prévue pour identifier les modification en matière d'organisation ou d'installations ou de l'environnement du site et le cas échéant dresser un bilan des interventions réalisées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025 - Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : L'étude de dangers et ses compléments présentent la liste des produits de décomposition du site. Le POI a été mis à jour en conséquences. Le PDI devra être mis à jour pour intégrer l'ensemble des produits mentionnés dans l'étude de dangers et ses compléments. Voir point de contrôle n°5
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Matériel de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels - Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été demandé les fiches de vérification du RIA 1.3 de la cellule n°1. L'exploitant n'a pas fourni le document en séance. La précédente vérification date de septembre 2023, le fichier a été envoyé à l'inspection le 09/04/2025. Il faisait état d'un diffuseur fuyard à remplacer sur le RIA 5.2. Il a été indiqué que suite à la réorganisation des stockages et les travaux associés dans le bâtiment l'année dernière, les opérations de vérification des RIA ont été reportées sur le premier semestre 2025 et programmées au 26 et 27 mai 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le rapport d'intervention des RIA dès réception, il y joint les bons d'intervention associés le cas échéant.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 Mois